

**EN COUVERTURE**

# Jean-Michel Blanquer répond aux parents d'élèves

**Rupture.** Rythmes scolaires, dégradation des savoirs fondamentaux, jargon pédagogue... Le nouveau ministre de l'Education nationale veut renouer avec le bon sens.

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUISE CUNEO, VIOLAINE DE MONTCLOS ET SÉBASTIEN LE FOL

Il y a encore quelques semaines, on lisait ses analyses dans *Le Point*. Le voici désormais à la tête du ministère de l'Education nationale. Il connaît bien cette maison pour avoir été successivement recteur de l'académie de Guyane et de l'académie de Créteil, directeur général de l'enseignement supérieur et directeur général adjoint du cabinet du ministre Gilles de Robien. Ces dernières années, il dirigeait le groupe Essec. Rue de Grenelle, il entend bien mettre en pratique sa vision de l'éducation qu'il a exposée dans « L'école de la vie » (Odile Jacob), un livre manifeste publié en 2014. Ses deux piliers : la liberté d'action et l'intelligence collective. Dès la rentrée, il veut doubler les classes de CP et de CE1 dans les zones d'éducation prioritaires et donner plus d'autonomie aux établissements. Dans *Le Point*, il annonce le lancement prochain d'un dispositif pour accompagner les devoirs à l'école.

**Le Point :** Dans vos premières déclarations, vous avez exprimé votre soutien aux professeurs. Mais qu'avez-vous à dire aux parents ? Ils oscillent entre angoisse pour leurs enfants et défiance à l'égard du système éducatif. Ils ne comprennent plus ce qu'on enseigne à leurs enfants...

**Jean-Michel Blanquer :** L'éducation est l'un des principaux chantiers du quinquennat d'Emmanuel Macron. Le rétablissement de la confiance sera la priorité de mon action au sein du gouvernement d'Edouard Philippe. Je veux redonner de la lisibilité à notre enseignement. Pour cela, nous allons rapprocher les parents et l'école. Et nous viserons la réussite de chaque enfant en tirant l'ensemble du système vers le haut.

**Vous militez depuis longtemps en faveur d'une sanctuarisation du domaine de l'éducation, l'idée étant d'éviter que chaque nouveau** ■■■



► 24 mai 2017





■■■ **gouvernement détricote systématiquement les réformes scolaires du précédent. Seulement, vous arrivez un an après une réforme du collège et une refonte des programmes et des manuels qu'une grande partie des professeurs et des parents jugent absurde, et qu'il y aurait urgence à corriger.**

**Alors, qu'allez-vous faire? Ne toucher à rien?**

Je maintiens que l'alternance politique ne peut plus se traduire par des injonctions immédiatement contradictoires avec celles de la majorité précédente et je n'arrive pas à la tête de ce ministère avec un nouveau paquet législatif ni de nouvelles grandes usines à gaz. Tout le monde veut du changement, mais le système est absolument épuisé par les réformes. C'est un paradoxe auquel on ne peut répondre qu'en faisant enfin confiance aux acteurs de terrain, en libérant les énergies, en laissant aux établissements du choix et de l'autonomie. Les professeurs sont des intellectuels, des gens qui ont des idées et aussi du sens pratique. L'institution doit les aider à mettre en œuvre leur projet au service des élèves.

**Vous seriez le premier ministre de l'Éducation à ne pas avoir de loi à votre nom?**

J'en serais fier! Il faut en finir avec les révolutions verticales qui n'atteignent pas leur but. Voyez justement cette réforme qui affirmait théoriquement l'autonomie des collèges, ce qui est une bonne chose, et en même temps cassait les éléments d'autonomie déjà existants comme les classes bilingues, les sections européennes et l'enseignement des langues anciennes. Même chose pour les EPI [enseignements pratiques interdisciplinaires]. L'interdisciplinarité va dans le bon sens, mais enfin elle ne se décrète pas, et surtout pas tant que les élèves n'ont pas acquis les fondamentaux...

**Pour mettre en place ces EPI, on a retiré des heures aux disciplines fondamentales. Ne faut-il pas les rétablir? Et il y a dans les nouveaux programmes des aberrations, ainsi en grammaire la suppression du complément d'objet direct ou l'avènement du fumeux prédicat...**

Nous n'allons pas partir en guerre contre les EPI, mettre par terre ce qui a pu être fait de bien dans certains collèges, mais laisser encore une fois la liberté aux établissements de s'affranchir si besoin de ces injonctions verticales. J'ai critiqué ces dérives sans ambiguïté. Il faut être très clair: l'apprentissage du français repose sur le vocabulaire et la grammaire. La progression de l'élève doit se faire selon un programme clair, explicite et structuré. Pour cela, il ne faut pas supprimer les programmes actuels, mais les

faire évoluer grâce à des repères annuels et aux initiatives que nous prendrons en matière de formation des professeurs et de développement des outils pédagogiques.

**Comptez-vous en finir avec la « novlangue » pédagogue? Dans les nouveaux programmes dévoilés en 2015, le jargon employé a frappé tout le monde par son absurdité. Les enfants ne nagent plus, ils se « déplacent dans un milieu aquatique profond standardisé »; ils ne rédigent plus un devoir, « ils produisent un message écrit »...**

J'ai été le premier à dénoncer ce jargon inutile. Là aussi, je veux retrouver de la clarté et de la simplicité. On doit appeler un chat un chat, la grammaire la grammaire. Je suis très attaché à valoriser la qualité de la langue française dans tout notre système éducatif. C'est vrai pour les élèves et cela commence

par l'expression publique de notre institution.

**Allez-vous abroger les rythmes scolaires?**

De nouveau, on doit faire preuve de pragmatisme et de sens de la liberté. Je respecte l'ensemble des acteurs locaux concernés par ce sujet qui touche toute la société. Dans chaque territoire, l'intelligence collective permettra de garder l'organisation actuelle ou de mettre en place une autre solution qui serait mieux adaptée à leurs besoins.

**Vous avez annoncé que les classes de CP de 12 élèves dans les zones d'éducation prioritaires (REP+) seraient bien mises en place dès septembre. Quelles seront vos autres mesures dans les prochains mois?**

Nous devons raisonner à partir des problèmes concrets de la société et des familles. Jusqu'à aujourd'hui, il y a une querelle stérile entre ceux qui affirment que les devoirs sont indispensables à une qualité de l'apprentissage et ceux qui y voient un risque d'accroissement des inégalités sociales. Les deux ont évidemment raison. En effet, il est

important que chaque enfant puisse travailler individuellement, au calme, pour faire des exercices, répéter ses leçons ou exercer sa mémoire et son sens de l'analyse. Mais, d'un autre côté, il est évident aussi qu'il y a des disparités entre les élèves suivant la situation familiale. Dépasser ce problème demande une ligne claire: il doit y avoir des devoirs et ils doivent pouvoir être faits au sein de l'établissement grâce à un temps d'étude accompagné. Cela s'appellera « devoirs faits », dispositif qui changera concrètement la vie de famille.

**Dans quelques semaines, les algorithmes vont tourner pour affecter les collégiens dans les lycées et les bacheliers dans l'enseignement**



**« Il doit y avoir des devoirs et ils doivent pouvoir être faits au sein de l'établissement grâce à un temps d'étude accompagné. Cela s'appellera "devoirs faits". »**



► 24 mai 2017

**supérieur. Or ces affectations informatiques sont très critiquées pour leur complexité, leur manque de transparence et les aberrations qu'elles produisent parfois. Que comptez-vous y changer?**

C'est un des premiers dossiers que j'ai ouverts en arrivant. Nous allons tout faire pour que les affectations de cette année soient réussies et réfléchir à plus long terme à un système qui peut, en effet, être amélioré. Mais on oublie parfois un peu comment les choses se passaient avant. Souvenez-vous que, pour s'inscrire à l'université, il fallait se lever à 3 heures du matin pour être dans les premiers. Celui qui s'était levé à 4 h 30 n'était tout simplement pas inscrit. C'était une forme de tirage au sort. L'informatisation a des limites, mais elle est un progrès et les algorithmes peuvent nous apporter un grand degré de précision, de justesse et de justice s'ils sont bien conçus. Mais il faut de l'humain en amont et en aval, il faut sur ce sujet comme sur d'autres une alliance entre l'homme et la machine, et nous allons y travailler.

**Alors que les adolescents ont désormais un accès de plus en plus précoce et massif au porno, alors que les IVG des mineures augmentent, l'éducation sexuelle, qui est théoriquement obligatoire, n'est pas ou mal faite dans nos écoles. Est-ce un sujet auquel vous allez vous intéresser?**

L'école ne doit pas être sur la défensive vis-à-vis des problèmes de société. Elle doit au contraire être à l'offensive pour donner aux élèves la culture générale, le sens critique et les valeurs qui permettent de se repérer dans la vie face à toutes sortes de situations. La première des armes contre l'invasion de la pornographie, du racisme, de l'antisémitisme et, plus généralement, de l'intolérance et de la bêtise est la qualité des savoirs et de la culture qu'on transmet. La deuxième arme est de savoir nommer les problèmes selon des formules qui correspondent à chaque âge de la vie. Il y a, par exemple, un combat à mener pour l'égalité femmes-hommes et le respect de l'autre dans les représentations de nos élèves. Nous travaillerons à la cohérence générale entre ce qui est enseigné et les valeurs de la République.

**Dans un livre qui a eu un certain retentissement, « Mais qui sont les assassins de l'école ? » (Robert Laffont), la journaliste Carole Barjon impute la responsabilité de l'échec de notre système éducatif à une poignée de pédagogistes qui régneraient sur le ministère de l'Éducation nationale. Les vrais maîtres du bureau que vous occupez désormais seraient-ils ces idéologues?**

Non. Il n'y a aucun risque. Je connais bien cette maison pour y avoir exercé différentes fonctions. Je connais ses travers, mais je sais aussi qu'elle a de grands atouts. Mon travail est de chercher à la faire progresser, mais aussi d'améliorer son image. Nous devons enclencher le cercle vertueux de la confiance de la société en son école. Cela commence par la clarté du langage. Ce

NICOLAS TAVERNIER/REA



**En marche.** Jean-Michel Blanquer avec Christophe Kerrero dans les jardins du ministère, le 18 mai, jour de la prise de fonction.

qu'on a appelé le pédagogisme doit désormais relever du monde d'hier. On doit sortir des querelles stériles et viser le meilleur de ce dont la France est capable: l'esprit cartésien allié à la créativité.

**Le candidat Macron a annoncé la réintroduction d'un « véritable » enseignement du latin et du grec. Comment celui-ci va-t-il s'articuler?**

Le besoin d'une culture générale solide grâce aux humanités se fait de plus en plus pressant dans notre monde. Comment réussissons-nous en effet à faire de ce monde de plus en plus technologique un monde qui réussisse tout de même à être plus humain ?

C'est un enjeu de civilisation. Nous avons besoin de donner à nos enfants des racines et des ailes. Emmanuel Macron a beaucoup insisté sur cette dimension. Le latin et le grec sont la base de notre langue, donc de notre structure mentale. Les supprimer de notre enseignement revient à saper les fondations de notre maison. Je veux redonner une force à ces deux disciplines. L'image poussiéreuse qu'on en donne est absurde. Elles peuvent s'enseigner de manière vivante, comme le prouvent aujourd'hui des professeurs engagés. L'étymologie en est un bel exemple. Les enfants aiment comprendre d'où viennent les mots. Par ailleurs, il est faux de dire que le grec et le latin sont des matières élitistes. On les enseigne dans des quartiers en difficulté et ça marche. C'est un formidable accès à la culture pour des enfants issus de milieux défavorisés.

**Vous voulez dépasser les querelles idéologiques. Mais sur certains sujets les positions semblent irréconciliables. Prenez l'enseignement de l'Histoire, par exemple. Entre ceux qui défendent la nécessité** ■■■



► 24 mai 2017

■■■ **d'un récit national et ceux qui considèrent cette discipline comme une science, comment espérez-vous établir un consensus?**

L'Histoire est un récit et une science. La chronologie est bien entendu fondamentale. Je note que beaucoup de ceux qui en font le procès en ont bénéficié. Les données sont simples. Il faut dans cette discipline comme dans les autres avancer de façon structurée et explicite : aller du simple au complexe. Il est normal de déployer une chronologie narrative dans les premiers âges de la vie si on veut installer des repères dans l'esprit des enfants. Avec l'âge, la capacité à complexifier les approches s'accroît et la pédagogie doit en tenir compte.

**On voit le communautarisme étendre son emprise et les mémoires se concurrencer.**

**Peut-on encore tout enseigner de notre histoire de France ou est-ce devenu impossible ?**

Il y a une histoire de France et elle doit être connue de tous les enfants de notre pays. Nul chauvinisme là-dedans ! J'observe que, dans tous les pays du monde que je connais, la réponse à cette question est une évidence et ne suscite pas de polémique.

**Vous dites vouloir vous appuyer sur les découvertes des sciences cognitives pour élaborer de nouvelles pédagogies. A-t-on suffisamment de recul sur les résultats de cette discipline ? Concrètement, comment cela va-t-il se traduire dans les enseignements ?**

Le ministère de l'Éducation nationale, on l'oublie souvent, est par définition celui de la science. À l'ère de la post-vérité, avancer en tenant compte de la science est un enjeu majeur. Affirmer le contraire serait tout simplement de l'obscurantisme. On en sait aujourd'hui beaucoup plus sur le cerveau. Et il serait aberrant de se priver de ce nouveau champ de connaissances. Les découvertes des chercheurs devraient nous permettre de dépasser les querelles dogmatiques. Prenez l'exemple de l'évaluation des élèves. Dans le débat public, certains sont pour les notes, d'autres y sont hostiles. Or que nous disent les travaux scientifiques ? Plus on se teste, plus on apprend. Cela plaide donc pour des tests, à condition que ceux-ci soient valorisants. Nous devons donc avoir une école qui encourage l'évaluation très régulière mais qui en fasse un levier de progrès aux antipodes d'une culture de l'échec.

**Vous voulez faire de l'école le moteur d'une société de confiance. Mais n'est-elle pas un vecteur de défiance ? Dans son dernier essai, « Les vertus de l'échec » (Allary), le philosophe**



**« L'état d'esprit de Maria Montessori peut nous inspirer par sa foi en l'homme et par son sens de l'innovation. Nous devons inventer le Montessori du XXI<sup>e</sup> siècle. »**

**Charles Pépin estime qu'« elle ne valorise pas l'individu et ne l'encourage pas à développer son talent. L'échec, c'est-à-dire la mauvaise note, y est perçue comme une faute, une faiblesse, et non un gage d'audace et d'expérience ».**

**Comment comptez-vous remédier à ça ?**

La confiance est une vertu. Elle ne se décrète pas. Elle se réalise par l'exemplarité. Tous les responsables éducatifs ont le devoir de diffuser un esprit constructif et de manifester en toutes circonstances une exigence bienveillante. Ce sera le moteur du nouvel optimisme français.

**Que pensez-vous du redoublement ?**

Evidemment, il faut éviter le plus possible les redoublements ; mais il ne faut pas avoir de dogme en la matière. Chaque cas doit être évalué à la lumière du profil concerné. Il faut être concret et pragmatique.

De nouveau, il faut dépasser les vieilles querelles. Le véritable enjeu est la personnalisation des parcours, la capacité à soutenir les élèves les plus en difficulté. Cela commence par l'aide personnalisée à l'école primaire, par une pédagogie différenciée, par un objectif de réussite au cœur du contrat éducatif de chaque école et de chaque établissement.

**La confiance et la prise en compte de la singularité des élèves sont les deux piliers de la méthode Montessori, à laquelle vous vous intéressez depuis longtemps.**

**Vous avez même autorisé une expérimentation de celle-ci sous la houlette de Céline Alvarez. Allez-vous introduire davantage de Montessori dans l'Éducation nationale ?**

L'état d'esprit de Maria Montessori peut nous inspirer par sa foi en l'homme et par son sens de l'innovation. Nous devons inventer le Montessori du XXI<sup>e</sup> siècle et le rendre accessible à tous. L'esprit de coopération et de compagnonnage, le développement de l'empathie tenant compte juste-

ment de ce que les sciences cognitives nous ont appris de nouveau depuis Maria Montessori peuvent être à la base d'une école maternelle qui fait prendre à chaque enfant un bon départ dans la vie.

**Vous êtes partisan d'une plus grande décentralisation de l'Éducation. Notre modèle jacobin n'est-il pas le principal obstacle à la libération des énergies que vous appelez de vos vœux ?**

Je crois à la vraie puissance de l'État. Or l'État a aujourd'hui en matière éducative un sabre de bois. Nous faisons semblant d'avoir une Éducation nationale puissante. Nous faisons des circulaires, mais en réalité chacun bricole dans son coin. Le rôle de l'État,

NICOLAS TAVERNIER/REA POUR LE POINT



## Un penseur Rue de Grenelle



**Idées.** Jean-Michel Blanquer débat avec le philosophe et historien Marcel Gauchet (à g.), le 23 février, et avec le sociologue Edgar Morin (ci-dessus, à g.), en 2014.

c'est de donner une ossature fondamentale à ce qui doit être transmis à chaque enfant de France, de s'assurer de l'effectivité de cette intention. Il doit, pour le reste, laisser aux acteurs le génie de l'action.

**Emmanuel Macron avait annoncé dans son programme qu'il laisserait davantage d'autonomie aux établissements scolaires. Jusqu'où peut aller cette liberté, si on veut garder une Education « nationale » ?**

L'idée est de s'intéresser aux fins plutôt qu'aux moyens. Ce qui doit être garanti nationalement, c'est le fait que tous les enfants maîtrisent un socle de connaissances, de compétences et de culture à la fin de leur scolarité obligatoire. Par exemple, à la fin de l'école primaire, il est évident que chaque enfant doit savoir lire, écrire, compter et respecter autrui. L'Etat doit être le garant de cette réussite. Sur la façon d'y arriver, une grande autonomie doit être laissée aux acteurs, car c'est le professeur qui sait ce qui est adapté à chaque élève. L'institution est là pour soutenir le travail des équipes dans ce sens. Nous ferons évoluer le sens du travail des inspecteurs pour tenir compte de cela. Par ailleurs, il y a de grandes causes nationales qui doivent concentrer notre attention : c'est le cas en particulier de l'aide aux enfants en situation de handicap.

**Mais cette « liberté » ne risque-t-elle pas de créer des établissements à deux vitesses ?**

La pseudo-égalité qu'on a installée a déjà créé des établissements à deux ou même trois vitesses. Pendant le précédent quinquennat, on a supprimé des classes bilingues pour finalement admettre à demi-mot que c'était une erreur : elles ont été maintenues dans 96 % des cas à Paris et détruites à près de 84 % dans l'académie de Caen. Je n'appelle pas ça la recherche de l'égalité ; j'appelle ça de l'hypocrisie. Il est grand temps de rechercher le vrai progrès social, la véritable égalité. Cela passe par l'esprit premier de l'éducation prioritaire – donner plus à ceux qui ont besoin de plus – et par la personnalisation du parcours des élèves, au bénéfice des plus fragiles et en tirant tout le monde vers le haut, y compris les bons élèves.

PHOTOS ESSEC

**Dès lors, comment rendre attractifs les établissements qui ne le sont pas ?**

Dans ma vie de recteur, j'ai souvent vu deux établissements rencontrant les mêmes difficultés sociales se trouver dans des situations de réussite très différentes. Cela s'expliquait par l'alchimie humaine existant dans l'équipe des adultes en responsabilité. Par exemple, nous devons lutter sans merci contre le harcèlement scolaire. Certains établissements y arrivent et doivent servir d'exemple. C'est une bonne nouvelle : nous ne sommes pas seulement dans le « ministère de l'idéal », nous sommes aussi dans celui de l'« humain ». En d'autres termes, par la formation, par l'esprit coopératif et constructif comme par le volontarisme, chaque établissement peut être rendu attractif. Je crois résolument en l'intelligence collective.

**Au cours de votre carrière, vous avez à de nombreuses reprises testé des dispositifs inédits. Outre les classes Montessori de Céline Alvarez, on vous doit aussi les internats d'excellence, le développement des microlycées pour les élèves décrocheurs... Mais l'expérimentation est un mode opératoire qui suscite beaucoup de craintes aussi bien de la part des professeurs que des parents d'élèves.**

Il faut s'intéresser à ce qui favorise la réussite. L'expérimentation est la méthode par excellence pour tester un dispositif, l'évaluer et donc légitimer son application à grande échelle si c'est nécessaire. La notion d'« évaluation » devient ainsi essentielle. Je vais m'appuyer sur des expérimentations qui existent en France mais aussi dans le monde entier. Il faut ouvrir les fenêtres du système français, organiser des rencontres internationales de professeurs pour échanger sur les bonnes pratiques. Il faut donc restituer la confiance et, pour cela, faire passer le message que ce qui sera fait sera initié par les acteurs. Tout professeur de bonne volonté qui veut essayer un dispositif dans l'intérêt des élèves sera appuyé dans sa démarche pour qu'elle réussisse. Le nouvel optimisme français passe par l'école ■